et l'attitude de la Serbie, dans certaines circonstances, exposées par la note autrichienne attiraient les sympathies vers l'Autriche". La Russie admettait également que "les exigences de l'Autriche étaient assez raisonnables en certains points". Mais il y avait dans l'ultimatum autrichien deux points regrettables, propres à susciter les craintes de ceux qui voulaient conserver et affermir la paix de l'Europe; le premier était le peu de temps laissé pour la réponse (48 heures), délai beaucoup trop court pour permettre à la diplomatie d'agir et d'éviter la guerre; le deuxième était l'exigence de l'Autriche qui dans ces quarante-huit heures demandait non une réponse, mais la réponse qu'elle avait dictée. "Je n'avais jamais vu précédemment", dit Sir Edward Grey "un état adresser à un autre état indépendant un document d'un caractère aussi formidable". Le ministre allemand des affaires étrangères "admettait que le gouvernement serbe ne pouvait digérer certaines des exigences de l'Autriche". Sir Edward Grev conseilla à la Serbie de faire l'impossible pour souscrire à ces exigences, et des conseils analogues lui furent donnés par la France et la Russie. Le gouvernement serbe répondit dans le délai fixé, en s'inclinant devant la plupart des exigences de l'Autriche; ces exigences étaient des plus dures. La réponse serbe "était" dit Sir Edward Grey "la plus grande humiliation qu'on ait jamais imposée à un pays". Néanmoins l'Autriche refusa d'admettre la réponse comme satisfaisante et déclara la guerre à la Serbie (28 juillet). Les exigences auxquelles la Serbie déclarait ne pouvoir souscrire visaient sa propre existence en tant qu'état indépendant, et sur ce sujet la Serbie offrait de se soumettre à la décision du tribunal de la Haye. L'attitude de l'Autriche qui après avoir obtenu satisfaction sur plusieurs points refusait toute discussion sur les autres et en faisait un casus belli éveilla des soupçons sur ses intentions finales. "La vraie question" disait le ministre russe des affaires étrangères, "est de savoir si l'Autriche veut écraser la Serbie et la réduire à la vassalité, ou si elle a l'intention de lui laisser son caractère d'état libre et indépendant".

Les grandes questions en jeu.

On a senti dès le début que l'affaire de Serbie ne pouvait être localisée. L'agression de la Serbie par l'Autriche avec le consentement antérieur de l'Allemagne devait entraîner dans le conflit d'autres puissances.